



Commune
de Vayres

Commune
d'Arveyres



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE 2025-02

Confection de repas et livraison en liaison chaude pour les restaurants scolaires des communes de Vayres et d'Arveyres et livraison des goûters pour les centres de loisirs en vue de la consommation sans délais

Personne Publique contractante	Mairie d'Arveyres - 8 rue de l'Eglise 33500 ARVEYRES Téléphone : 05.57.24.80.14 Mail : contact@arveyres.com Mairie de Vayres - 44 avenue de Libourne 33870 VAYRES Téléphone : 05.57.55.25.55 Mail : contact@mairie-vayres.fr Site internet : www.mairie-vayres.fr
Personne responsable du Marché	Mairie de Vayres - 44, avenue de Libourne 33870 VAYRES Téléphone : 05.57.55.25.55 Mail : contact@mairie-vayres.fr Site internet : www.mairie-vayres.fr
Personne Habilitée à signer le marché	Monsieur le Maire de Vayres
Objet de la consultation	Marché de confection de repas non préparés à l'avance, pour les restaurations scolaires et des goûters des centres de loisirs des communes d'Arveyres et Vayres en vue de la consommation sans délais
Date d'envoi à la publication	5 MAI 2025
Remise des offres -	5 JUIN 2025 à 12 heures
Procédure	Procédure formalisée pour les Marchés et Accord-cadre de fournitures et services conclu pour un montant supérieur à 221 000 € HT sans montant minimum ni montant maximum , selon l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique. .
Personne habilitée à donner des renseignements en cas de cession ou nantissement (articles R. 2191-59 à R. 2191-62 du CCP) :	Service des Finances - Exécution budgétaire et comptable
Comptable assignataire	Service de Gestion Comptable de Coutras

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1 Description et caractéristiques principales	3
1.2 Durée	5
1.3 Mode de règlement	5
ARTICLE 2 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	6
2.1 Composition du dossier de consultation des entreprises (DCE)	6
2.2 Modification de détails du dossier de consultation des entreprises	6
2.3 Modalités d'obtention des documents de la consultation	6
ARTICLE 3 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
3.2 Un mémoire technique.	7
3.3 Visite des lieux	7
3.4 Forme juridique du groupement	7
ARTICLE 4 : MODALITES D'ENVOI DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
4.2 Délai de validité des offres	8
ARTICLE 5 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
5.1 Sélection des candidatures	8
5.2 Jugement des offres	8
5.3 Négociations	9
5.4 Attribution du marché ou de l'accord cadre	9
ARTICLE 6 : CONTACTS	10
ARTICLE 7 : PROCEDURE DE RECOURS	10

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Description et caractéristiques principales

1.1.1 Objet

La présente consultation porte sur la confection et la fourniture de denrées nécessaires à la préparation des repas à prendre sur place par les enfants des écoles maternelle et élémentaire des communes d'Arveyres et de Vayres, des accueils de loisirs des communes d'Arveyres et de Vayres, aux enseignants et personnels municipaux des 2 communes.

La livraison de repas en liaison chaude se fera pour l'école maternelle de Vayres et pour l'accueil de loisirs d'Arveyres et de Vayres. La livraison sera effectuée par les services de la commune de Vayres et d'Arveyres

Il vise aussi la fourniture des goûters des mercredis ainsi que pendant les vacances scolaires.

Les spécifications techniques figurent dans le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP).

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au dossier.

Chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation. Toute proposition non conforme sera rejetée.

1.1.2. Procédure

Le présent marché public est établi en application de la procédure des marchés publics et accords-cadres de fournitures et de services supérieure à 221 000 € HT, et passée sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP du Code de la Commande Publique (CCP).

L'accord-cadre est conclu **sans montant minimum ni montant maximum**, selon l'article R. 2162-4 du Code de la Commande Publique (CCP).

1.1.3. Décomposition en lots, tranches ou postes

La présente consultation n'est pas décomposée en tranches et n'est pas allotie.

1.1.4. Variantes et options

1.1.4.1 Les variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.1.4.2. Les options

Les options ne sont pas autorisées.

1.1.5. Classification CPV

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés)

<i>Classification principale</i>	<i>Description</i>
55321000-6	Services de préparation de repas
55322000-3	Services d'élaboration (cuisson) de repas
15894200-3	Repas préparés

1.1.6. Lieu d'exécution

Les prestations seront exécutées pour les communes d'Arveyres et de Vayres, pour 4 établissements scolaires et 2 accueils de loisirs en vue de leur consommation sans délai ainsi que la fourniture de goûters pour les ALSH.

Les repas devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché et ce tout au long du déroulement de celui-ci).

1.1.6.1 Lieu de préparation et de livraison des denrées alimentaires

- ✚ Pour la commune d'Arveyres : Restaurant scolaire
 - La livraison des fournitures et la confection des repas se fera sur le site du restaurant scolaire de l'école maternelle située rue de PEYTOT.
- ✚ Pour la commune de Vayres :
 - La livraison des fournitures et la confection des repas se fera sur le site du Restaurant scolaire de l'école élémentaire E. DUBOIS

1.1.6.2 Lieu de consommation et de livraison des repas

- ✚ Pour la commune d'Arveyres :
 - Restaurant scolaire de l'école maternelle et élémentaire
 - Réfectoire de l'accueil de Loisirs d'Arveyres (mercredis et vacances scolaires) : livraison chaude à prévoir par le titulaire mis à disposition d'un véhicule municipal
- ✚ Pour la commune de Vayres :
 - Restaurant scolaire de l'école maternelle Henri LESNE : La livraison des repas en liaison chaude se fera par le personnel municipal de la commune du lundi au vendredi temps scolaire y compris le mercredi et pendant les vacances scolaires (sauf lors des fermetures de centre de loisirs)
 - Restaurant scolaire de l'école élémentaire Edouard DUBOIS : consommation sur place en self du lundi au vendredi temps scolaire y compris le mercredi (sauf lors des fermetures de centre de loisirs)

Le changement des dates de livraison ne nécessitera pas d'avenant.

Les goûters seront distribués les mercredis et pendant les vacances scolaires pour les enfants des accueils de loisirs des communes d'Arveyres et de Vayres.

Les livraisons des repas doivent impérativement être effectuées dans tous les offices, et dans les conditions réglementaires d'hygiène et de sécurité en vigueur et le jour de leur consommation :

1.1.7. Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire un ou plusieurs marchés négociés pour des prestations similaires.

1.2 Durée

1.2.1. Durée de validité

Le marché prendra effet le 1^{er} septembre 2025 pour une durée initiale d'un an reconductible tacitement 3 fois, soit 4 ans au total (soit au plus tard jusqu'au 31 août 2029).

Le pouvoir adjudicateur peut y mettre fin à l'expiration de chaque période, à charge pour lui d'en informer le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 6 mois avant la fin de la période en cours.

Le titulaire peut quant à lui informer la ville de sa décision de se dégager du marché par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 6 mois avant la fin de la période en cours.

Dans tous les cas, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

1.2.2. Durée des bons de commande

Les bons de commande seront émis pendant toute la durée de l'accord cadre et au moins une fois par an **sans montant minimum ni montant maximum chaque année à la date de notification de renouvellement** par la personne responsable du marché.

1.3 Mode de règlement

1.3.1 – Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par le titulaire est le paiement par virement administratif selon la réglementation en vigueur.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues dans le code de la commande publique.

1.3.2. Références bancaires

La référence du ou des comptes bancaires où les paiements seront effectués doit être donnée à l'acte d'engagement. **JOINDRE UN R.I.B.**

1.3.3. Langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation
Français.

ARTICLE 2 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

2.1 Composition du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Ce dossier de consultation est constitué des pièces suivantes :

1. Règlement de consultation (RC),
2. Acte d'engagement (AE) dûment rempli, datés et signé
3. Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
4. Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
5. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) datés et signés,
6. Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) datés et signés,

2.2 Modification de détails du dossier de consultation des entreprises

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.3 Modalités d'obtention des documents de la consultation

Le DCE est entièrement téléchargeable gratuitement à partir du site <https://demat-ampa.fr>

En application des articles R2132-1 et suivants du Code de la Commande Publique (CCP), en complément des modalités classiques de déroulement de la consultation, les soumissionnaires devront télécharger les documents contractuels et documents additionnels dans leur intégralité et répondre via le profil acheteur dont l'adresse Internet est <https://demat-ampa.fr>

Pour une bonne utilisation de la plateforme, à tous moments de la procédure, les candidats sont invités à consulter sur le site <https://demat-ampa.fr> :

- Les conditions d'utilisation
- Les prérequis techniques de la plateforme
- Les documents et informations complémentaires disponibles de la plate-forme

ARTICLE 3 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats remettent un dossier complet comprenant les pièces mentionnées ci-après.

3.1 Pièces de la candidature à remettre obligatoirement par le candidat

1. L'imprimé type DC1 complété et signé
2. L'imprimé type DC2 complété et signé
3. L'acte d'engagement par lot (A.E.)
4. Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A. P.)
5. Le règlement de la consultation (R.C.) signé
6. La copie de l'Agrément Sanitaire Communautaire délivré par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP)
7. Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), dûment complété et daté par la personne habilitée à engager la société. Il pourra être signé électroniquement. Le document doit être obligatoirement complété dans son intégralité.
8. Un mémoire technique.
9. L'attestation de visite obligatoire


3.2 Un mémoire technique.

Ce mémoire technique devra comprendre les informations imposées par le cadre de réponse du mémoire technique et mentionnées l'article 5.2 relatif aux critères de jugement des offres.

3.3 Visite des lieux

Une visite de l'ensemble des sites est obligatoire. Une fiche de visite sera remise et une copie devra être jointe à l'offre.

Les visites sont fixées pour :

-  Les communes d'Arveyres et de Vayres
 - Le mercredi 14 mai 2025 de 14 h à 16 h
 - Le mercredi 21 mai 2025 de 14 h à 16 h

La prise de RDV doit se faire par mail :

- A contact@mairie-vayres.fr pour la Mairie de Vayres
- A restaurant-scolaire@arveyres.fr

3.4 Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Celui-ci sera conclu avec un prestataire unique ou un groupement solidaire ou conjoint.

Les candidats sont informés qu'en cas d'attribution à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique afin d'assurer la bonne exécution des prestations.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 4 : MODALITES D'ENVOI DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats doivent transmettre au pouvoir adjudicateur leur candidature et leur(s) offre(s) par la voie dématérialisée sur son profil acheteur <https://demat-ampa.fr>.

4.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 60 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 5 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 Sélection des candidatures

Le représentant du pouvoir adjudicateur écarte les plis hors délai. Il procède à l'ouverture des autres plis et à l'enregistrement du contenu de ces plis.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 4 jours calendaires. Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Lorsqu'un même candidat a procédé au dépôt de plusieurs offres dématérialisées sur la plateforme des marchés publics ampa.fr, seule la dernière offre qui a été déposée sera ouverte par le pouvoir adjudicateur. Le candidat veillera à ce que son dernier pli dématérialisé déposé comprenne l'ensemble des documents de candidature et d'offre auxquels il soumissionne.

5.2 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière ne fera pas l'objet de régularisation.

Les éléments d'appréciations pris en compte pour le critère 2 « valeur technique » seront précisés dans la note méthodologique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères 1 : Prix des prestations

30 % de la note globale décomposée :

- *Sous-critère 1 : Repas enfant*
- *Sous-critère 2 : Repas adulte*
- *Sous-critère 3 : Goûter*

Critères 2 : Valeur technique de l'offre

50 % de la note globale

- *Sous-critère 1 : Qualité nutritionnelle des menus proposés*
- *Sous-critère 2 : Respect des normes d'hygiène et de sécurité*

- *Sous-critère 3 : Engagements environnementaux et RSE (Responsabilité sociétale des entreprises)*
- *Sous-critère 4 : approvisionnement Pourcentage en circuit court et produits congelés*
- *Sous-critère 5 : Dispositif de lutte contre le gaspillage alimentaire proposé*

Critères 3 : Moyens mis à disposition

20 % de la note globale

- *Sous-critère 1 : Organisation de la structure*
- *Sous-critère 2 : Référence du prestataire*

Chaque critère sera évalué et se verra attribuer une note de 0 à 20, 0 étant la note minimum et 20 la note maximum. Chaque note sera pondérée par les pourcentages précédemment définis.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix unitaires prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.3 Négociations

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier.

En cas de négociations, celles-ci ne seront effectuées qu'avec les candidats ayant remis les trois meilleures offres, à la suite du classement initial des offres.

Ces négociations pourront porter sur tous les éléments de l'offre des candidats, notamment le prix et prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec les candidats.

En cas d'échanges écrits, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le courrier, qui pourra être adressé par la plateforme ou par courriel. Cette réponse constituera leur offre finale.

En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation. A son issue, les candidats remettront alors leur offre finale dans un délai maximal indiqué lors des échanges. Ce délai de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats.

Les offres finales seront jugées selon les mêmes critères d'attribution fixés à l'article 5.2 du règlement de consultation. Le classement final sera établi sur cette base.

5.4 Attribution du marché ou de l'accord cadre

Le marché public ne sera attribué au candidat retenu que sous réserve de production des documents demandés.

Le candidat retenu devra fournir, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de la commune, les certificats prévus à l'article 46 du Code des Marchés Publics justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales ou l'imprimé type NOTI2 ainsi que la déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ou l'imprimé type NOTI1.

ARTICLE 6 : CONTACTS

Tous renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation des offres peuvent être obtenus auprès de :

✚ Renseignements d'ordre administratif et technique :
Mairie de Vayres
Christine DURAND, DGS / Jocelyne LEMOINE, Adjointe au Maire
44 avenue de Libourne
33870 VAYRES
Téléphone : 05.57.55.25.55
E-mail : dgs@mairie-vayres.fr

✚ Mairie d'Arveyres
Katia ARPENT / Nicolas DONIS ? Adjoint au Maire
8, rue de l'Eglise
33500 ARVEYRES
Téléphone : 09.72.60.82.71
E-mail : contact@arveyres.fr

Pour obtenir **tous les renseignements complémentaires** qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande via la plateforme de dématérialisation <https://demat-ampa.fr> .

Une réponse sera alors adressée sur la plateforme de dématérialisation à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation et seules recevront une notification, les entreprises ayant communiqué leurs coordonnées sur la plateforme.

ARTICLE 7 : PROCEDURE DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :
Tribunal Administratif de Bordeaux
9 Rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux Cedex
Téléphone : 05.56.99.38.00
Télécopie : 05.56.24.39.03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr